GILLES-ÉRIC

SÉRALINI

Tous cobayes !

OGM, pesticides, produits chimiques

AVEC UN DROIT DE RÉPONSE DE L'AUTEUR

Champs actuel

Extrait de la publication

GILLES-ÉRIC SÉRALINI
Tous cobayes !

« Par la faute de laboratoires et d'experts à la solde de lobbies surpuissants – agroalimentaire, biotechnologies, médicaments –, combien de foyers sont touchés aujourd'hui par des cancers, des maladies nerveuses, hormonales, immunitaires ? L'insuffisance des tests, leur absence de transparence et la compromission des agences sanitaires doivent cesser.

« Pour démontrer la dangerosité des produits artificiels et des polluants alimentaires qui inondent nos marchés, nous avons mis en place entre 2008 et 2011 une expérience visant à étudier pour la première fois sur le long terme les effets toxiques d'un OGM alimentaire majeur et du pesticide le plus utilisé dans le monde. Nos découvertes sont alarmantes. Elles remettent en cause toutes nos politiques sanitaires et environnementales. »

Gilles-Éric Séralini, professeur de biologie moléculaire à l'université de Caen, chercheur et codirecteur du pôle « Risques, qualité et environnement durable » (MRSH-CNRS), a été expert pendant neuf années pour le gouvernement français en matière d'évaluation des OGM. Il l'est désormais pour des gouvernements étrangers et des organisations internationales.

Le film *Tous Cobayes ?* de Jean-Paul Jaud, produit par J+B Séquences, a été librement adapté de cet ouvrage.

Édition revue et corrigée 2013.

En couverture : Photo © Gilles-Éric Séralini

Flammarion

13-V Création Studio Flammarion

TOUS COBAYES !

Du même auteur

Après nous le déluge ? (avec Jean-Marie Pelt), Flammarion/Fayard, 2006 ; coll. « Champs », 2008.
Ces OGM qui changent le monde, Flammarion, coll. « Champs », 2004 ; rééd. revue et augmentée, 2010.
Génétiquement incorrect, Flammarion, 2003 ; coll. « Champs », 2005.
OGM, le vrai débat, Flammarion, coll. « Dominos », 2000. Épuisé.
Le Sursis de l'espèce humaine, Belfond, 1997 (prix Philips-Science Frontières) ; rééd. revue et augmentée sous le titre *Nous pouvons nous dépolluer !*, Josette Lyon, 2009.
L'Évolution de la matière, de la naissance de l'univers à l'ADN, Pocket, coll. « Explora », 1994.

Participation à des ouvrages collectifs (extraits) :

(R)évolutions. Pour une politique en actes, Actes Sud, 2012.
Les OGM agricoles aujourd'hui. Que sont-ils et participent-ils à la faim dans le monde ?, Les Presses de Sciences Po, 2011.
Le Manque d'évaluation des technosciences. Le cas des biotechnologies, des pesticides et de la santé humaine, CNRS, 2010.
Vous avez dit cancer ? Des causes environnementales à la prévention, Jouvence, 2010.
Rayonnements, OGM, Nanotechologies. Dangers ou progrès ?, Vuibert, 2009.
Médecines et alimentation du futur, Le Courrier du Livre, 2009.
Aux origines des plantes. Des plantes et des hommes, Fayard, 2008.
Regards croisés sur le commerce équitable, L'Harmattan, 2006.
Dictionnaire des risques. Approche socioanthropologique, Armand Colin, 2003.
La Guerre au vivant, Agone, 2001.
Les Organismes génétiquement modifiés face au droit, Annonces de la Seine, 2000.
Génie génétique. Des chercheurs citoyens s'expriment, Sang de la Terre/Écoropa, 1997.

Extrait de la publication

Gilles-Éric SÉRALINI

TOUS COBAYES !

OGM, pesticides, produits chimiques

Champs actuel

L'expérience scientifique relatée dans la deuxième partie de cet ouvrage a fait l'objet d'un article publié dans l'une des meilleures revues internationales de toxicologie alimentaire *Food and Chemical Toxicology* (Elsevier Ltd, États-Unis) en octobre 2012 : « Long Term Toxicity of a Roundup Herbicide and a Roundup Tolerant Genetically Modified Maize » de Gilles-Éric Séralini, Emilie Clair, Robin Mesnage, Steeve Gress, Nicolas Defarge, Manuela Malatesta, Didier Hennequin et Joël Spiroux de Vendômois.

Les réponses à toutes les critiques ont été publiées dans la même revue en janvier 2013 : « Answers to critics : Why there is a long term toxicity due to Roundup-tolerant genetically modified maize and to a Roundup herbicide » par Gilles-Éric Séralini *et alii*.

© Flammarion, 2012
© Flammarion, 2013, pour la présente édition
ISBN : 978-2-0813-0092-7

Extrait de la publication

AVANT-PROPOS

Hormis son avant-propos, cet ouvrage a été écrit avant la recherche qui en est le cœur. Je n'aurais jamais imaginé être si violemment et subjectivement mis en cause par les pro-OGM, ni soutenu et encouragé par le grand public. J'ai consacré cinq années de ma vie à ce travail, et il a été publié dans *Food and Chemical Toxicology*, la meilleure revue internationale de toxicologie alimentaire. Il a en outre été évalué par des chercheurs du monde entier.

En d'autres temps, j'aurais sans doute été brûlé vif ; je l'ai senti à la violence des réactions. En d'autres lieux, j'aurais fini incarcéré, comme ces manifestants contre les OGM en Chine. Sans l'aide juridique et le soutien indéfectible de mon association, le CRIIGEN, j'aurais tout simplement été mis au rancart, comme certains autres lanceurs d'alertes. J'aurais été déstabilisé sans l'imperturbable sérénité, au laboratoire, de mon équipe, cer-

Extrait de la publication

taine des résultats que nous avions patiemment remâchés et vérifiés au fur et à mesure qu'ils arrivaient, et ce durant plus d'une année, tout en soulevant systématiquement toutes les questions possibles, y compris sur notre protocole. Beaucoup plus, d'ailleurs, que ne l'ont fait nos détracteurs.

Nous avons découvert, prouvé et expliqué la toxicité d'un OGM et du pesticide le plus utilisé au monde, en menant l'expérience la plus longue et la plus détaillée jamais faite, nous le verrons, comme dans une douloureuse enquête d'espionnage. Évidemment, elle aurait pu être plus détaillée encore, et améliorée, avec plus d'animaux par exemple. Mais nous n'en avions plus les moyens. Elle demeure cependant la seule et la plus pointue, l'expérience la plus complète du genre. Personne n'avait auparavant analysé le sang d'autant d'animaux confrontés aussi longtemps à une ingestion d'infimes doses d'un pesticide tel qu'il est vendu dans le commerce (pas une seule molécule chimique, mais un mélange avec des détergents toxiques), et ceci en laboratoire, bien contrôlé. Nous verrons que, malgré sa toxicité, le Roundup est l'herbicide le plus utilisé, entre autres en épandage, pour la culture d'un maïs génétiquement modifié essentiellement pour le supporter, le tolérer, « vivre avec » – donc le contenir. C'est le même cas pour plus des trois quarts des OGM agricoles, et pour cette raison notamment, c'est très grave.

Cette histoire hors norme a révélé le pire : tout comme on soulève des nuages de poussière sur un chemin difficile, certaines pratiques ont été à

Extrait de la publication

l'occasion de notre recherche dévoilées – ces pratiques qui justement, jusqu'alors, empêchaient d'accéder à ce que nous avons découvert. Il s'agit des méthodes « mafieuses » entre certains politiques, certains « experts » scientifiques, et les industries qui les influencent. Ils enfantent ensemble ce laxisme, d'abord non apparent, des agences sanitaires. C'est ainsi que l'on parvient à mettre si rapidement sur le marché cent cinquante mille substances chimiques, déversées dans l'environnement sans recyclage ! Puis, lorsqu'elles sont scientifiquement évaluées – pour un petit pourcentage d'entre elles seulement –, et toujours en secret, selon les mêmes critères que nous mettons en évidence dans cet ouvrage, elles provoquent des conséquences dramatiques et empoisonnent nos familles de manière chronique.

J'ai mis en lumière ces pratiques aussi pour avoir biberonné dans ce bain d'experts, hélas condescendants face aux plus grandes industries du vivant, et pour m'en être extrait à temps.

Nous avons donc observé que les analyses de sang et d'urine de nos rats traités (avec cet OGM dit NK603, et avec le Roundup, à des doses comparables à celles présentes dans l'eau du robinet – deux produits de la firme géante Monsanto) étaient anormales. Les marqueurs perturbés étaient rénaux, hépatiques ; il s'agissait aussi des hormones sexuelles, celles qui « amplifient » certains cancers comme celui du sein. Le personnel technique travaillait à l'aveugle, selon des normes internationales drastiques. Les pathologistes, n'ayant pas

connaissance des résultats des biochimistes, ont reconnu, au vu des organes et de leurs échantillons, des maladies rénales, hépatiques, et ces fameuses tumeurs mammaires hormono-dépendantes des femelles, qui ont fait la une des journaux et le tour du monde.

Pour cela, nous avons reçu des insultes de personnes défendant la cause animale. Oui, mais c'est cette même nourriture à base d'OGM que l'on sert aux animaux de compagnie et de ferme, et dont s'alimentent sans doute aussi les bêtes sauvages… Ne vaut-il pas mieux tester deux cents rats de laboratoire que de mettre en péril nos animaux sans même le savoir ? Et nos enfants ?… Cette attaque est pourtant la moindre que nous ayons subie.

Plus grave : on nous a opposé que l'espèce de rats que nous avions testée développait spontanément des tumeurs, et n'était donc pas la souche convenable à utiliser. Or, voilà qu'ils étaient recommandés par les instances internationales, et que la vaste majorité des recherches portent sur eux, y compris dans les laboratoires des industriels. Ils « ressemblent » à la population humaine, et constituent donc un bon « modèle biologique ».

Mais ce n'est pas tout. Nos rats « normaux » montraient effectivement une seule grosse tumeur pour dix mâles – trois au maximum sur dix femelles pendant plus de vingt et un mois de leur vie, et au moins deux à trois fois plus chez les rats traités. Ne pas s'en inquiéter eût été malhonnête. Nous en fîmes état. Nos opposants y virent l'occasion de minimiser nos conclusions catastrophiques

concernant les populations ayant consommé des OGM : tous les rats développeraient des tumeurs, indépendamment de leur alimentation… Ils argumentèrent à l'aide d'études montrant que 30 à 80 % de *tous* les rats âgés développaient des tumeurs, et que c'était observé depuis les années 1930. Je leur mis sous le nez, en séance contradictoire au Parlement français, que leurs rats « normaux » mangeaient des résidus d'OGM depuis 1996 au moins (date des premières mises sur le marché de ces OGM), sans que les éleveurs n'y prêtent attention – nous l'avions vérifié –, et que depuis bien plus longtemps, leur alimentation non biologique était parsemée de pesticides. Leurs rats témoins correspondaient en fait à nos rats traités, et leur erreur était grossière. Je ne réussis qu'à provoquer leur fureur.

C'est toujours dans ces moments que l'on change brusquement de registre et de sujet… « Mais pourquoi le *Nouvel Observateur* avait-il eu les photos des tumeurs le premier et en exclusivité ? » Nos détracteurs auraient alors aussi bien pu évoquer les dents manquantes de nos grands-mères. On comprend là leur mauvaise foi. En fait, c'est dramatique. Ils révèlent en creux leurs propres pratiques iniques d'évaluation. Si Monsanto leur avait fourni des résultats similaires aux miens, ils auraient aussi conclu : « Circulez, il n'y a rien à voir ! » Je tremble en pensant aux milliers de produits qui ont pu passer ainsi confidentiellement – c'est la règle – sous les fourches caudines de ces raisonnements biaisés en faveur d'intérêts privés.

Mal nous a pris de souligner ces compromissions !

Si la compagnie commercialisant l'OGM et le pesticide en question avait eu à l'avance connaissance de nos résultats par un journaliste – je veux dire : avant la publication scientifique –, elle aurait pu faire pression sur l'éditeur scientifique, par une action en justice par exemple. Et ce sont cinq années d'efforts incroyables pour une équipe universitaire, et cinq années de financements, qui seraient parties en fumée. Ceci explique et justifie notre « embargo ». Et pas seulement cela. Car il y a de fortes probabilités que notre étude n'eut pas eu un tel retentissement, et donc que la connaissance de ses résultats par le grand public eût été moindre, et ainsi la connaissance du risque sanitaire encouru par tous. Quant à la publication qui contenait les photos des animaux souffrant des tumeurs, je pense qu'elle aurait probablement été suspendue. Et chacun aurait tranquillement continué à manger, au quotidien, sans se douter un instant que ses choix – ou son absence de choix – mettaient en péril sa santé…

Les cerbères des industriels ont réagi en vingt-quatre heures, depuis le 19 septembre 2012, ainsi que Monsanto, et ils ont demandé le retrait de la publication au prétexte qu'elle « ne valait pas un clou ». Puis, jusque dans l'Hémicycle, on a demandé le boycott de la revue qui avait, par équité, publié leurs avis. (Certains voudront même la « fermer ».) Ils ont clamé et redit l'inutilité de tests si longs – deux ans, presque la vie d'un rat. Monsanto et ses soutiens ont ressassé partout les

Extrait de la publication

mêmes mensonges – nos études auraient été invalidées par la communauté scientifique –, prenant les avis de leurs propres sbires pour universels.

Ceux qui ont réagi avec une telle violence sont ceux-là mêmes qui avaient facilité la mise sur le marché de ces produits par des avis positifs appuyés au sein des agences sanitaires, ceux-là mêmes qui sont soutenus par les organismes de recherche, ceux-là mêmes qui partagent de juteux contrats avec les industriels des biotechnologies, ceux-là mêmes contre lesquels j'avais déjà gagné un procès pour diffamation un an plus tôt, ceux-là mêmes qui me faisaient des yeux doux pour que j'épouse leurs avis laxistes sur les contrôles sanitaires onze ans auparavant – et sur le même maïs OGM – dans les commissions officielles d'évaluation dont nous faisions partie ensemble (et dont je suis sorti pour mener cette expérience), ceux-là mêmes qui, à l'Académie des Sciences ou aux parlements, soutiennent par des actions, voire des investissements, les biotechnologies végétales. Ceux-là mêmes, enfin, qui ont des accointances avec l'industrie du tabac ou des pesticides… Ceux qui ont réagi avec une telle violence sont ceux avec lesquels j'avais débattu depuis quatorze ans, et qui clamaient l'inutilité d'étudier les risques à long terme de ces produits consommés par des milliards de gens. Ces produits ne sont pas identifiables par tous. Pourquoi ? Parce que si ces plantes sont suffisamment « différentes » pour être brevetées, pour eux, elles ne le sont pas assez pour être « étiquetées ».

Les tentatives de diffamation se sont donc multipliées : « fraudes », données « falsifiées », j'étais

Extrait de la publication

« sectaire », « fou », « à interner », « à rayer de la fonction publique »… « *Fraud* », a répété jusqu'au très fameux magazine économique américain *Forbes*, fasciné par l'industrie. Et j'en passe. Des articles dans toutes les langues, qui me traînaient dans la boue un jour, me caressaient le lendemain, publiaient des caricatures de moi, ou de mes rats.

Des enquêtes ont révélé les liens de ces experts avec l'industrie des semences transformées, tant au niveau international que national. Au final, nous avons intenté cinq procès à venir. Il n'est pas question de laisser sans réagir broyer nos études et nos preuves, et de laisser tout simplement bafouer la santé publique.

Lorsque nous avons été donner des conférences sur cette affaire aux agences ou aux commissions – deux fois au Parlement français, et deux autres fois au Parlement européen –, lorsque nous avons participé aux débats américains, chinois, africains, et à bien d'autres dans la presse, les attaques n'ont pas pour autant cessé. Lorsque, début 2013, nous avons publié dans la même revue scientifique *Food and Chemical Toxicology* nos réponses détaillées à toutes les critiques, nos détracteurs ne se sont pas calmés. Pendant que les citoyens s'organisaient en cent trente associations françaises et internationales pour nous défendre et réclamer la transparence sur les données qu'on leur cache mais qui sont pourtant à la base des autorisations de la commercialisation de ces deux produits, ils sont passés aux attaques *ad hominem*.

Ainsi, je serais lié à une secte, car des actionnaires d'une firme dont j'ai testé des produits sur

la vitalité des cellules humaines (c'est mon métier) seraient liés à une telle organisation (IVI, cf. *Le Monde*, *Le Figaro*, et ma réponse). En 1987, s'il vous plaît, ces activités leur ont été reprochées, et ils ont été réhabilités au tribunal depuis. Je l'ignorais d'ailleurs complètement. Je me suis senti ivre ; moi, l'homme qui aurait vu la femme qui aurait vu l'homme qui a vu l'homme qui a vu l'ours ! Le journal *Le Monde* a mené l'enquête sur le financement de ce blogueur qui avait fait noircir trois quarts de page du *Figaro*, rubrique « sciences et OGM ». Il était financièrement lié aux industriels des biotechnologies et des semences. Je ne suis pas non plus responsable du *curriculum* ou de la religion des actionnaires de Monsanto – dont je me fiche. Pourtant, j'ai testé leurs produits.

Mais c'est tout. Enfin presque. Plus de trois cents chercheurs de trente pays et cinq continents nous ont félicités, encouragés, nous ont écrit, directement ou à *Food and Chemical Toxicology*. On m'a proposé de diriger un réseau de scientifiques sur ce thème. Le public doit être remercié chaleureusement pour son soutien indéfectible – les dizaines de milliers de signatures dont je connais l'existence, mais encore de nombreux appels aux radios et télévisions après nos interviews, et aussi les manifestations de soutien spontanées de sites, en plus du criigen.org, comme gmoseralini.org ou mesopinions.com.

Notre article est devenu le plus consulté au monde parmi les banques de données scientifiques. L'Agence de sécurité française a admis qu'il fallait

Extrait de la publication

réaliser une étude à long terme. La Russie, entre autres, en met déjà en place ; ce que nous avions appelé de nos vœux. L'Inde et les États-Unis mènent des campagnes pour l'étiquetage des OGM. Une grande première, qui met à mal l'économie sournoise liée à l'absence d'identification possible de ces dérivés de végétaux. Sauf en Europe – ce qui fut notre combat. L'Agence sanitaire européenne, qui a tant malmené notre étude, est aujourd'hui vivement critiquée dans ses méthodes par un rapport de l'Agence environnementale européenne, mais aussi par la Cour des comptes ou le Parlement européen, qui l'ont tancée pour des conflits d'intérêts – notamment sur le dossier OGM. Ces conflits ont provoqué des départs, notamment celui de la présidente de l'agence EFSA. On le verra dans le livre.

Arrivé après la publication de nos travaux, suite à la démission du précédent commissaire européen à la Santé – toujours pour conflits d'intérêts –, le nouveau commissaire a plié le bras de son agence sanitaire, lui faisant avaler ce que son comité OGM considérait presque comme irrationnel, et ce qu'il avait refusé jusqu'alors : faire un test à long terme. Elle l'a admis, du bout des lèvres. Elle a avoué, comme l'agence française, que les analyses de sang de Monsanto sur des rats buvant de l'eau contaminée au Roundup n'existaient pas. Ces instances ne pouvaient donc rien comparer à mes résultats. Elles n'avaient jamais exigé ces tests des industriels, ni même des essais de plus de trois mois avec cet OGM donné à des rats de laboratoire. Pire : les données détaillées réglementaires sur les

Extrait de la publication

impacts sanitaires du glyphosate, un des composés du Roundup, s'avèrent avoir été mises sous clé quelque part en Allemagne. Personne n'en aurait de copie… Adieu la transparence !

Nous, nous avons remis nos données à un huissier en attendant les leurs sur un site public, et statistiquement exploitables (pas ces dossiers sous forme d'images tels qu'on peut en voir en ligne, et seulement pour l'OGM – rien pour le Roundup). Juste pour voir comment ces gens travaillent. J'ai bien peur que ce soit catastrophique, sous couvert de science « dure ».

Il semble que le grand public a pris conscience de la manipulation de vaste envergure que je vais à présent vous raconter. C'est une histoire détonante, pleine de rebondissements. Mais l'espoir chevillé aux artères et aux poumons, nous savons que nous pouvons nous en sortir, car l'humanité qui sait est une humanité en marche.

Extrait de la publication

PRÉAMBULE

J'ai côtoyé trop de compromissions pour continuer à me taire. Ce sont sans doute elles qui ont causé dans la seconde moitié du XXe siècle le plus de décès sur la planète, non par mort brutale, mais par de longues maladies qui détruisent la vie à petit feu. Dans le monde entier, il n'est pas une famille qui ne soit touchée par les cancers, la malnutrition, ou encore par des problèmes de reproduction, des maladies nerveuses, hormonales, immunitaires, ou des malformations congénitales.

La forte augmentation de ces pathologies n'est pas le fait du hasard, ne s'explique pas par une recrudescence de bactéries ou de virus. Elle n'est pas due non plus à des mutations génétiques qui se seraient transmises en un demi-siècle. Elle ne relève pas davantage de l'allongement de la durée de vie, qui demeure un phénomène régional et momentané sur le globe.

Extrait de la publication

Une poignée de géants de l'industrie – parmi lesquels Monsanto, Bayer, Aventis, DuPont, Syngenta, BASF, Dow Chemical, Zeneca, et leurs fournisseurs de matières premières – remplissent nos assiettes de colorants, de conservateurs, de plastifiants, d'OGM, de pesticides, d'antibiotiques…

Il y a donc des criminels et des complices. Pas toujours ceux que l'on croit. Je les ai coudoyés. La société les connaît peu car ils échappent très souvent à sa justice en se drapant dans ce qu'on nomme abusivement le progrès et l'appartenance aux élites. La société s'abuse sur leur compte en leur vouant admiration et reconnaissance pour leurs prétendues réussites technologiques ou financières.

Ces compromissions ont pour origine des intérêts financiers énormes, mais elles recouvrent aussi des enjeux de pouvoir, y compris dans le champ scientifique. Elles sont le fait d'une tribu de technocrates silencieux et de chercheurs spécialisés, qui s'interdisent de parler ou qui anesthésient leur conscience au nom d'une raison supérieure : l'efficacité financière ou l'intérêt corporatiste. Ces démiurges modernes appartiennent au monde de la chimie, lourde ou fine (pesticides, médicaments, etc.), à l'empire des biotechnologies et à celui du pétrole. Leurs procédés de corruption passent par les lobbies industriels – en particulier ceux qui sont récemment devenus plus riches que les États nations – et s'infiltrent jusqu'aux institutions politiques et surtout scientifiques.

Les racines des malversations remontent aux principes mêmes de la réglementation des produits

Extrait de la publication

sur lesquels le monde technologique du XXe siècle a fondé sa rentabilité. C'est en effet par des procédures parfaitement opaques (les experts débattent en secret de résultats confidentiels) que les composés chimiques, apparus en grand nombre depuis la Seconde Guerre mondiale, obtiennent des autorisations permettant leur commercialisation rapide et massive (par centaines et centaines de millions de tonnes) et, par voie de conséquence, transforment notre planète en poubelle. Par des procédures parfaitement opaques, disais-je, et dangereusement insuffisantes. Ces composés chimiques entrent ainsi insidieusement dans chaque forme de vie et la polluent de l'intérieur. Ils pénètrent dans chaque kilogramme de chair vivante sur notre petite planète bleue. S'y ajoutent encore la pollution génétique vivante, la pollution électromagnétique et nucléaire. Toutes ces agressions finissent par meurtrir nos corps.

J'ai vécu avec une amertume grandissante ces disputes sur des autorisations de commercialisation, qui ont été finalement accordées avec un laxisme d'autant plus grand qu'il se parait de l'autorité de la science et de celle du pouvoir politique. Ces turpitudes, je les ai vécues de l'intérieur pendant plus de dix ans, alors que je siégeais dans les commissions gouvernementales qui conseillent les politiques sur les OGM – ces fameux « organismes génétiquement modifiés » entrés avec leur sigle brutal dans la civilisation et le dictionnaire du XXIe siècle. J'ai tellement combattu ces systèmes, avec des amis courageux et déterminés, que

Extrait de la publication

j'ai vu de très près leurs tactiques, toujours les mêmes. Ils dissimulent à la société les effets secondaires et funestes, connus ou soupçonnés, des médicaments, des produits chimiques issus du pétrole, des nanotechnologies, des OGM bien sûr.

Ces OGM sont les premières formes de vie transformées très envahissantes en agriculture. Ils sont dotés d'un patrimoine héréditaire qui a été muté à une vitesse industrielle au regard de celle de l'évolution, selon un procédé qui permet de contaminer les caractères génétiques d'une espèce par ceux de n'importe quelle autre. J'ai lutté contre les pratiques scandaleuses dont j'ai été le témoin (voyant les arguments malmenés) en participant à des commissions officielles, mais aussi à des débats publics et conférences, par des recherches scientifiques, des articles et des livres, par des procès que j'ai gagnés ou contribué à faire gagner et qui ont révélé des collusions incroyables, dont il sera question ici.

Lorsqu'on voit un enfant se noyer, on plonge ! Lorsqu'on lit sa vie à son dernier soir, on préfère naturellement s'endormir en ayant dit la vérité et riche d'amis sincères. C'est ce sentiment tout simple qui m'a animé.

Parce que j'ai peu à peu compris notre faiblesse relative, la fragilité de nos corps aux prises avec les rouages d'un système destructeur et malsain, j'ai voulu mettre en place une action d'un autre genre, qui correspondait à mon métier de chercheur. C'est en secret qu'il m'a fallu la mener, car sa découverte prématurée aurait compromis son efficacité. On aurait multiplié les pressions et empêché qu'elle soit

réalisée, comme on a tenté de le faire pour certaines de mes études antérieures. J'y reviendrai.

C'est aujourd'hui le temps des révélations. Voici tous les détails de cette expérience scientifique, unique par son coût, par les soutiens qu'elle a trouvés et par sa mise en place. Elle fait d'ores et déjà apparaître de nombreux résultats, alarmants pour la santé humaine – celle des femmes au premier chef. Elle met en perspective les raisons pour lesquelles les systèmes d'évaluation des OGM et des pesticides, et par contrecoup de tous les produits chimiques autorisés de manière similaire, sont criminels et aussi scandaleux que l'affaire Madoff [1] – avec laquelle ils ont en commun l'absence de transparence des contrôles, et même l'absence de contrôles dignes de ce nom.

Mais prenons les choses par le début. Avant d'entrer dans le récit de l'expérience inédite que nous avons menée, il convient d'en brosser le contexte pour les lecteurs qui le connaîtraient mal, de donner les informations nécessaires pour comprendre les intérêts en jeu, de mettre au jour les

1. Bernard Lawrence Madoff, né en 1938, ancien président du marché boursier NASDAQ, a été condamné en 2009 à cent cinquante ans de prison aux États-Unis pour avoir fomenté la plus grande fraude financière de l'histoire de ce pays. Les montants détournés s'élèveraient à environ 65 milliards de dollars. Notons que, dès 2008, Jacques Diouf, alors directeur général de la FAO (Food and Agriculture Organization) avait clamé que 30 milliards par an auraient suffi pour apaiser la faim dans le monde. Les pays les plus riches ne les ont pas trouvés ; leurs industries ont alors annoncé que les plantes transgéniques (avec brevets sur les semences) contribueraient à cet apaisement.

carences et l'opacité volontaires d'un système qui perdure depuis plus de soixante ans.

INTRODUCTION

La plupart d'entre nous croient vivre au sein d'une société dont la sécurité des personnes constitue l'une des priorités. On entend tellement parler de l'insécurité liée à la délinquance et des mesures prises pour l'endiguer qu'on n'imagine pas que les tueurs en série les plus sournois et les plus impitoyables se prélassent sans être inquiétés dans nos aliments, dans nos boissons, nos maisons, nos jardins et dans l'air ambiant.

Arrêtons au retour de ses courses n'importe quel passant. Demandons-lui s'il craint de mettre au cou de son chien le collier antipuces qu'il vient d'acquérir, dans son café les sucrettes qu'on aperçoit dans son panier, et s'il a bien examiné, avant de faire son choix, la liste des additifs de sa tablette de chocolat. Interloqué, il passe son chemin, il est persuadé que la présence de ces produits sur les rayons des magasins fournit la preuve de leur innocuité. S'ils n'étaient pas inoffensifs, on ne les trou-

verait pas là, tout de même ! D'ailleurs, il a entendu parler comme tout un chacun des tracasseries et de la lourdeur de la réglementation. Il doit y avoir plutôt trop de contrôles, de vérifications, d'évaluations que pas assez, non ?

Ce passant sait-il que, depuis plus de soixante ans, ce sont les industriels – ceux-là mêmes qui commercialisent les médicaments, les pesticides et les produits chimiques – qui conduisent les expériences en vue d'obtenir les autorisations de mise sur le marché de leurs produits. Des expériences abusivement classées confidentielles et qui, le plus souvent, sont menées à court terme et de façon partielle afin de pouvoir conclure à l'innocuité : on teste sur quelques mois le seul principe actif, pour un pesticide, mais pas le produit commercialisé, c'est-à-dire le mélange dans lequel ce principe actif est intégré et qui potentialise son effet. Qui le sait ?

Les seules études réalisées par les industriels pour l'autorisation de mise sur le marché d'une plante transgénique [1] alimentaire n'ont jamais dépassé trois mois, ce qui permet au maximum de tester la toxicité à court ou moyen terme, à savoir les

1. Les plantes transgéniques comportent un gène ou un fragment de gène issu d'une autre espèce – c'est le cas de tous les OGM alimentaires actuels. Dans le futur, il pourrait y avoir des OGM dits cisgéniques, comportant un ou des gène(s) artificiellement modifié(s) issus de la même espèce que la plante au sein de laquelle ils sont introduits – il ne s'agirait donc pas de plantes transgéniques.

Dans cet ouvrage, les mots « OGM » et « transgénique » caractérisent la même chose et sont utilisés indifféremment.

Extrait de la publication

conséquences nocives de la consommation de ces produits sur une courte période.

Pourtant, c'est tout au long de leur vie que les consommateurs et les animaux ingèrent les substances chimiques contenues dans leurs aliments. Ce sont donc les effets à long terme [1] de celles-ci, liés à une ingestion répétée, même à des doses infimes, qu'il est important de connaître.

Régulièrement éclatent de nouvelles « affaires » révélant l'effet cancérigène ou toxique à long terme de produits qu'on a longtemps considérés à tort comme banals : l'amiante après le tabac, ou le bisphénol A, l'aspartame, les phtalates, pour se cantonner à des cas récents. Au lieu de se décider à revoir les modalités d'évaluation de tous les produits industriels et d'accroître la durée des tests réalisés par ceux qui les fabriquent (généralement une seule fois, et ils sont valables dans tous les États du monde), ainsi que la transparence de leur déroulement, on laisse l'histoire se répéter, et les produits ne sont éventuellement retirés du marché qu'après avoir tué et qu'après les avoir laissés se répandre dans l'environnement où ils continuent de circuler, perpétuant ainsi leurs ravages dans la clandestinité.

Pour quelques poisons maintenant repérés et plus ou moins contrôlés, combien, parmi les centaines de milliers d'autres, poursuivent en nous

1. En toxicologie, on distingue l'exposition aiguë (de quelques jours à quelques semaines, selon l'espèce), l'exposition chronique (de quelques mois à la vie entière) et l'exposition subchronique (de durée intermédiaire). Tout dépend de l'espèce testée et de sa durée de vie.

Extrait de la publication

l'expertise indépendante restera une mystification, 229 – *Des tests à long terme pour tous les produits auxquels nous sommes exposés à long terme*, 232 – *Le principe de précaution au service de l'économie sanitaire, sociale et solidaire*, 234 – *La traçabilité comme principe de précaution*, 236 – *Les avancées mitigées de la réglementation*, 242 – *Les problèmes de rapports bénéfice/risque : qui bénéficie ? Qui risque ?*, 246 – *Dépolluer les milieux* , 251 – *Détoxifier les organismes*, 253 – *Désintoxiquer les esprits*, 255

En guise de conclusion. Les OGM au miroir de Fukushima..... 259

Remerciements..... 265

Mise en page par Meta-systems
59100 Roubaix

N° d'édition : L.01EHQN000695.N001
Dépôt légal : mai 2013

Extrait de la publication